

UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT

**Trade and Development Board
Sixty-first session**

Geneva, 15–26 September 2014

**Opening Plenary
General Statements**

Speaker: Côte d'Ivoire

Monday, 15 September 2014

*Not checked against delivery **

* This statement is made available in the language and form in which it was received. The views expressed are those of the author and do not necessarily reflect the views of UNCTAD.



Mission Permanente de la République de Côte d'Ivoire auprès des Nations Unies, de l'Organisation Mondiale du Commerce et des autres Organisations Internationales à Genève.

**PROJET DE DECLARATION DE LA COTE D'IVOIRE A LA 61^{ÈME} SESSION
DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT DU 15 AU 26
SEPTEMBRE 2014**

Monsieur le Président,

Ma Délégation souscrit pleinement aux déclarations du Tchad et de la Tanzanie prononcées respectivement pour le compte du Groupe des 77 et de la Chine ainsi que du Groupe Africain. Elle voudrait vous féliciter ainsi que l'ensemble des membres de votre bureau pour votre élection à la Présidence de cette session. Elle voudrait aussi vous assurer de sa pleine participation et de son plein engagement à l'obtention de conclusions satisfaisantes à nos travaux.

Monsieur le Président,

Cette 61^{ème} session qui nous réunit est l'occasion pour nous, de jeter un regard rétrospectif sur les efforts déjà accomplis et de nous interroger sur les actions à mener pour le bon fonctionnement de la CNUCED.

Le thème retenu pour le débat de haut niveau et qui est soumis à notre examen nous conduira à la recherche de moyens efficaces à même de nous permettre de lutter notamment contre les inégalités croissantes observées dans le domaine du commerce et du développement. Ces inégalités représentent un défi pour le programme post 2015.

Monsieur le Président,

Ce débat est d'un intérêt essentiel pour les Pays en développement tributaires des produits de base.

En effet, la part des revenus liés aux échanges dans le domaine de la commercialisation des produits de base a diminué de façon significative au cours des trois dernières décennies. Cette tendance a aussi affecté le niveau de revenu des Pays en développement et des Pays à économie en transition.

Monsieur le Président,

Cette situation est favorisée par le trop grand pouvoir des traders, des marchés financiers non réglementés et la menace des fluctuations des cours des produits et des devises sur le marché mondial représentant des facteurs clés liés à l'entretien de l'inégalité des revenus.

A cet égard, nous restons persuadés que les politiques sociales à elles seules ne suffisent pas à réduire les inégalités, il reste essentiel d'inclure aux politiques existantes, des stratégies visant une croissance inclusive génératrice d'emplois avec des règles plus justes à l'échelle internationale qui intègre le développement durable. L'exigence pour nous est de pouvoir commercer avec des opportunités équivalentes et la liberté de pouvoir exploiter nos ressources avec nos partenaires au développement qui offrent les conditions favorables pour notre développement.

Dans ce contexte, pour tirer profits de l'expertise que procure la CNUCED aux Etats membres, nous souhaitons comme le définit le mandat de Doha, une implication plus accrue de la CNUCED dans l'élaboration d'un cadre de réflexion qui viserait à offrir des options stratégiques pour nos pays et leur permettre de maximiser les avantages et minimiser les risques associés aux efforts liés à l'élaboration d'un projet efficace pour un développement durable, à la mise en œuvre et au suivi des textes issus des grandes conférences des Nations Unies et de la déréglementation continue du système des marchés financiers.

Je vous remercie.